

Nègre de l'usine,  
Forçat de la mine,  
Nôte du champ,

# L'AVANT-GARDE

Lève-toi peuple puissant!  
Ouvrier prends la machine,  
Prends la terre paysan.  
Ch. Keller.

Organe de la Fédération française

de l'Association Internationale des Travailleurs.

Pour toutes communications s'adresser au comp. **Louis Pindy**, fondateur en métaux, Boulevard de la Citadelle, 1 Chaux-de-Fonds (Suisse) <sup>dominant</sup> <sup>ne pé</sup>  
que possible par l'intermédiaire d'un ami habitant l'étranger.

Dans la quinzaine qui sépare le jour où paraîtra ce numéro de *l'Avant-garde* du jour où se publiera le numéro prochain, on rencontre un grand anniversaire: celui du 18 mars 1871; l'anniversaire de la commune de Paris.

Un reproche que souvent nous avons entendu adresser aux hommes du mouvement parisien, celui qui, en même temps, a le plus contribué à rendre ce mouvement incompréhensible — surtout en province — pour beaucoup de gens, était formulé par les doctrinaires de la république centraliste. « Que nous voulez-vous, — disaient-ils — avec votre Commune? Ne voyez-vous pas que, si vous réussissiez, vous nous ramèneriez au moyen-âge? »

Il peut donc être intéressant de comparer nos communes de 1871, Paris, Marseille, Lyon, Narbonne, etc., aux anciennes communes historiques de France, à Laon, à Amiens, à Cambrai, au Paris de 89 et de 92. C'est d'ailleurs le seul moyen d'apporter dans notre examen la rigueur scientifique qu'exige toute étude moderne.

A travers l'histoire, la Commune a toujours été d'abord le moyen de réaliser dans la cité, ce foyer intellectuel si favorable à l'éclosion de l'idée, la forme matérielle de l'idée nouvelle; elle a été ensuite l'insurgé qui a lutté pour généraliser cette idée, pour la faire sortir des murs qui entourèrent son berceau, et pour la généraliser dans toute l'étendue du territoire. Cela a la force d'une définition.

Du onzième siècle au dix-huitième, deux classes se sont trouvées en présence, la Noblesse et le Tiers-Etat; d'une part, les « nobles chevaliers » et les « belles dames » de l'autre, les « petites vilaines » et les « roturiers ». La forme sociale qui assurait à la classe régnante la jouissance de ses privilèges pivotait autour de deux principes: un principe économique, la propriété féodale; un principe politique, le gouvernement de la monarchie féodale basé sur le droit de naissance. Cette partie du Tiers-Etat (qui a formé depuis la classe dominante) marchait bravement dans la voie de son émancipation. Elle portait dans son sein ce qu'elle appelait « la forme sociale de l'avenir » et la réalisait quelquefois par fragments autour d'elle. Cette forme sociale de l'avenir d'alors « pivotait aussi autour de deux principes: un, économique, la propriété individuelle; un, politique, le gouvernement des majorités, qui devait fatalement amener son dernier terme à la place de la monarchie: la république élective, parlementaire et bourgeoise.

Deux formes sociales étaient donc en présence: la forme du passé et celle de l'avenir. Suivant l'expression du poète: « Ceci devait tuer cela. »

Cette substitution d'un gouvernement électif au gouvernement de naissance fut réalisée dès le XI<sup>e</sup> siècle par les « bonnes gens des communes ». Non à Paris qui n'avait par pris encore son importance historique,

mais dans les grandes villes industrielles, à Laon, à Amiens, à Cambrai, qui devinrent momentanément des républiques en petit.

Posée au grand soleil, sur la place publique par ce que nous appellerions aujourd'hui, la *providence* par le fait, l'idée devait se généraliser; sauter par-dessus les vieilles murailles, se transporter des assemblées communales en pleine réunion des Etats-généraux. Paris, le Paris d'Etienne Marcel, des Cabochiens, de la ligue, de la fronde, le Paris communal de 89, de 90, et de 93, voilà l'insurgé qui jusqu'au triomphe de la bourgeoisie républicaine promènera dans la capitale sa cuirasse, sa hache, son mousquet, sa pique ou son fusil.

Quel rapport tout cela a-t-il avec les communes de 1871?

Les communes de 1871 viennent-elles réaliser une idée nouvelle, ou font-elles partie de la série des communes insurrectionnelles destinées à généraliser l'idée de la république élective, parlementaire et bourgeoise? Telle est la question qui nous reste à examiner.

Depuis le 18<sup>e</sup> siècle jusqu'à nos jours deux classes de nouveau se trouvent face à face: la bourgeoisie et le prolétariat. D'un côté les « honnêtes gens »; de l'autre la « canaille ». La forme sociale qui assure la domination à la classe dirigeante pivote autour de deux principes: un, économique, la propriété individuelle; un politique, le gouvernement de la majorité. Le prolétariat lui aussi, les pieds dans le sang de ses amis, marche résolument dans la voie de son émancipation. Lui, aussi à son tour porte dans son sein une forme sociale nouvelle, la « forme sociale de l'avenir ». Cette forme sociale pivote autour de deux principes: un principe économique, la propriété collective; un principe politique, la libre fédération des groupes, des communes, des corps de métiers.

La Commune de Paris de 1871 a conservé le principe de la propriété individuelle. La Commune de Paris a conservé le vieux principe gouvernemental.

Serait-elle donc, tout bonnement et simplement, une insurrection républicaine?

Elle est mieux que cela. Elle a proclamé un principe, le principe de son autonomie; c'est-à-dire le droit de s'organiser à sa volonté. Or, pourquoi réclamer un droit si on a l'intention de ne s'en point servir? Pourquoi lutter pour la liberté de s'organiser, si quand cette liberté est conquise, on s'organise à la vieille mode. En demandant son autonomie, la commune de 1871 prenait l'engagement d'entrer dans les voies de l'avenir. Peut-être pour le faire n'est ce que le temps qui lui a manqué.

Nous sommes cependant de ceux qui pensent qu'en ne proclamant pas immédiatement la propriété collective, qu'en ne donnant pas aux groupes une vie puissante, les parisiens du 18 mars 1871 ont commis une lourde faute.

Beaucoup d'ouvriers, dans la capitale et dans la province, n'ont vu dans la commune qu'un *nouveau gouvernement*. Au lieu de donner quelques sous aux fédérés, il fallait les mettre en possession de la matière première, des machines, des vastes logements, et au lieu d'avoir 30,000 défenseurs, la commune en aurait eu 200,000, toute la France peut-être! Comme le paysan de 92 l'ouvrier eût compris la révolution, si au lieu d'un mot, on lui eût donné *une chose*. Que cela soit une leçon pour l'avenir.

Chacun connaît le résultat des élections du 3 mars : 10 républicains, 4 monarchistes, 3 ballottages. C'est donc une fois de plus le triomphe de la république. Mais, c'est toujours le triomphe de la république bourgeoise, de la république sage, de la république modérée, de cette république qui suce son pouce.

Ce résultat, — nous l'avouerons volontiers — ne nous touche que médiocrement, et, nous n'en parlerions même pas, si l'élection encore en suspens de Marseille n'empruntait à la candidature de Blanqui un caractère spécial sur lequel nous tenons à nous expliquer.

Les verrous de la république sur la gorge, étouffe, agonise en ce moment un vieillard, l'homme de notre temps qui a le plus lutté, qui a le plus souffert pour la république. Pour l'arracher à la prison et à la mort, un seul moyen était *actuellement* possible : son élection à la chambre des députés. On avait donc songé à poser sa candidature dans la 2<sup>e</sup> circonscription des Bouches-du-Rhône.

La démocratie marseillaise n'a donné que 600 voix à Blanqui contre 8500 qu'elle a accordées aux partisans diversement colorés de notre république multicolore. Nous n'en faisons pas nos compliments à la démocratie marseillaise.

Nos amis, quoique abstentionnistes, sont allés voter pour Blanqui. Nous les en félicitons sincèrement.

Il ne s'agissait pas, en effet, dans ce cas particulier, de nommer un député faisant partie intégrante d'un personnel gouvernemental.

Il ne s'agissait pas non plus, sous prétexte de propagande, de « livrer Blanqui aux bêtes » de la chambre.

Il s'agissait tout bonnement et simplement, au moyen d'un petit carré de papier, de rappeler à la liberté et à la vie, de rendre à un parti d'action, un vétéran de nos luttes révolutionnaires.

Nos amis n'ont pas hésité. Ils ont bien fait.

### Bulletin international.

La patience avec laquelle les ouvriers ferblantiers de Zurich ont supporté la première agression bourgeoise (on se souvient que le président de leur société a été frappé?) en se bornant à publier dans la *Tagwacht* une protestation impuissante, commence à porter ses fruits. La bourgeoisie, habituellement si peureuse, mais enhardie comme le lièvre de la fable, en a encore fait des siennes ces jours-ci. A Altstetten, après une réunion ouvrière assez nombreuse, quelques membres étaient restés à causer et à chanter. Tout-à-coup une poignée de forcenés se précipite dans la salle, renverse les verres et frappe ceux qui avaient pris la parole dans l'après-midi. Plusieurs sont blessés, le typographe Franz a des coups de stylet à la tête et garde le lit. Ceci se passe dans le canton de Zurich le plus radical des cantons de la république modèle! Que feront les autorités? rien. Et les ouvriers? une protestation dans les colonnes de la *Tagwacht!* Parions qu'avant peu ils reçoivent des coups de fusil?

Ceci nous prouve que le parti révolutionnaire est certainement — en fait — moins sanguinaire que le parti ouvrier modéré. La première fois il eut fait un exemple, on eut un peu crié au « Putsch », mais il n'y aurait plus eu de sang répandu.

Le Golo (journal russe) raconte que des gendarmes ayant essayé de faire une perquisition dans la maison Pétroff, rue Sadovaïa, à Odessa, deux femmes et cinq hommes qui y étaient enfermés ont résisté les armes à la main. Un officier de gendarmerie, quatre gendarmes, deux officiers de police sont blessés; du côté des socialistes dix ont été arrêtés et on dit que, sur deux blessés qu'ils ont eu, un serait mort des suites de ses blessures. — La jeune fille qui a tiré sur Trépoff s'appelle Véra Zassoulitch et a déjà figuré comme accusée lors du procès des complices de Netchaïeff, en 1871.

En Italie des émeutes de paysans et d'ouvriers se succèdent : par exemple, à la Mirandola, à Viadonna et dans d'autres endroits. A Livourne, découverte d'un manifeste socialiste, d'un dépôt de bombes Orsini et de matières incendiaires, découverte qui a entraîné l'arrestation de quelques socialistes.

### Espagne.

(Corresp. spéc. de „L'Avant-Garde“.)

Compagnons,

Le petit bonhomme qui occupe le trône et tient dans ses mains le sceptre de ce pays vient de contracter mariage avec sa cousine, la fille du Duc de Montpensier. C'est là un fait vulgaire indigne sans doute d'arrêter un moment notre attention, et je laisse aux journaux bourgeois le soin de vous entretenir longuement de cet événement, des fêtes à enthousiasme de commande auxquelles il a donné lieu et des sommes folles jetées au feu, c'est le cas de le dire, en fusées, illuminations, salves d'artillerie, et autres royaux amusements, que non seulement le prolétariat, mais même la classe moyenne semble commencer à trouver un peu chers. Je ne vous parlerai pas non plus des querelles de ménage qui ont empêché la mère de l'Inberbe chef de l'Etat, protecteur né de l'institution sociale de la famille, d'assister à la noce. Je ne dois cependant pas laisser passer entièrement sous silence cette union, parce que bon gré mal gré, nous ne pouvons faire complète abstraction du milieu qui nous entoure, quelque répugnance que nous éprouvions pour lui, car il influe souvent sur nos propres affaires. Ainsi je vous dirai que l'accomplissement officiel de ces deux amoureux s'est effectué contre la volonté des ministres, qui connaissant l'ambition de l'intrigant Duc de Montpensier et présumant qu'il ne s'accommodera pas de jouer un rôle secondaire dorénavant dans les choses de la péninsule pressentaient qu'il leur en coûterait leurs portefeuilles. N'ayant pu cependant vaincre l'inclination d'Alphonse XII, et faisant de nécessité vertu, ils ont en habiles politiques donné leur approbation à cet acte lorsqu'ils ont vu qu'il allait se réaliser malgré eux. Mais cette tardive adhésion ne les sauvera pas d'une chute, et déjà l'on prévoit que le fameux et cynique Sagaste et les siens ne tarderont pas à être appelés au pouvoir.

Ce parti, désespérant un instant d'être chargé de former un cabinet sous cette monarchie, avait déjà depuis quelque temps pris une attitude hostile, adopté l'abstention parlementaire et fait des avances aux républicains „*benévoles*“, c'est-à-dire aux opportunistes d'Espagne afin d'établir de nouveau la république en deçà des Pyrénées. C'était chose convenue. Mais comme les Sagastins ou progressistes en hommes pratiques ne se laissent pas gêner par des considérations de délicatesse et font constituer sans doute le progrès dans la souplesse de leurs évolutions sur laquelle tout le monde est édifié, ils ont tout simplement violé leurs engagements et renoncé à leurs compromis avec leurs alliés. La révolution politique et républicaine que préparaient ensemble ces messieurs, paraît donc de nouveau reculée. C'est vous dire que c'est pour nous aussi l'ajournement d'une échéance que nous attendions, car le parti socialiste espagnol n'est pas en ce moment en mesure de faire par lui seul une levée sérieuse de boucliers, et qu'il attend un mouvement révolutionnaire quelconque, quelle que soit sa couleur, afin de profiter de la secousse politique pour produire un ébranlement social.

Le temps du reste se charge d'augmenter chaque jour nos chances. La misère est grande et va en croissant. L'industrie dans les centres manufacturiers et surtout en Catalogne traverse une crise prolongée et un grand nombre d'ouvriers sont sans travail. La petite propriété foncière et le commerce écrasés d'impôts plient devant la concurrence de la grande propriété et les exigences de l'Etat lequel leur fait sentir et payer d'une façon terrible son action tutélaire. Les rangs du prolétariat grossissent, en conséquence, et ses souffrances aussi. Les regards sont tournés vers la révolution que depuis des années déjà on attend et qui espère-t-on, mettra fin au malaise, et le peuple en général est disposé à l'appuyer. Mais, pour rester dans la vérité, je dois ajouter que tous ceux qui la désirent et qui à un moment donné sont prêts à lui donner leur concours ne semblent pas comprendre que la première condition du succès consiste dans une robuste organisation préalable.

Quelques faits sur lesquels le peu d'espace dont je dispose

me permet pas de m'étendre, et que je me limiterai à citer nous prouveront que je n'exagère rien en vous présentant la situation sous des couleurs tristes et douloureuses d'un côté, mais propres à accélérer le dénouement que nous attendons de l'autre. L'émigration continue sur une grande échelle. Dans les grandes villes les petits magasins se ferment l'un après l'autre. Grâce à une récente loi sur les loyers, on jette à la rue les meubles de tout locataire qui se trouve en retard d'un mois, et il n'est pas rare d'assister au navrant spectacle de trouver au milieu de la voie publique un démenagement forcé de quelque pauvre diable abandonné des Dieux lares, qui au milieu d'une population civilisée ne peut trouver un abri. Les saisies de linge et de mobilier pour les personnes qui ne peuvent payer les lourdes contributions directes qui pèsent sur toutes les classes, mais surtout sur les pauvres, car les journaliers même n'en sont pas épargnés, se répètent avec fréquence, et quelquefois présentent un singulier contraste comme cela a eu lieu à Ulcedona les 22 et 23 du mois passé, puisqu'elles s'effectuaient en grand nombre au moment même où on célébrait à grand bruit les réjouissances officielles à l'occasion du mariage du roi. Au milieu de cette désolation générale quelques populations pressées par le besoin donnent parfois des preuves d'énergie. A Ardales, province de Malaga, les travailleurs se sont présentés à l'hôtel-de-ville et ont exigé pour leur consommation, la répartition du blé du dépôt municipal, institué dans le but de fournir des graines pour les semailles en cas de disette. Ces symptômes, ces manifestations, ces sourds grondements qui sortent de la masse du peuple, ne laissent pas de maintenir l'inquiétude au sein de la bourgeoisie qui toujours hypocrite feint de s'intéresser à la question sociale, en la traitant dans des discours et des conférences; cependant elle laisse percer le bout de l'oreille, car après l'échec qu'elle souffrit à l'Athenée de Madrid\*) elle craint plus que jamais la controverse, et n'admet dans ces réunions les ouvriers que comme on les reçoit à l'église, pour voir entendre et applaudir, s'ils veulent, mais non pour répondre et contredire. Le gouvernement de son côté fort préoccupé ne trouve d'autre remède que celui d'une barbare oppression, qui ne laisserait rien à envier à un pacha turc ou à un Mouravief ou à un Trépoff russe.

Dans les provinces méridionales, principalement en Andalousie, et surtout dans les petites villes, c'est par la terreur qu'inspire la bastonnade que l'on gouverne. Pour le moindre soupçon et sans aucune forme de procès ni de constatation légale, les agents de police et la gendarmerie fouettent sans pitié quiconque paraît nourrir quelque sentiment d'indépendance. J'ai les mains pleines d'exemples de ce genre parfaitement authentiques et récents, qui soulèvent l'indignation. Je me limiterai à vous en citer un par lequel vous pourrez juger des autres.

Le 31 janvier, à 11 heures du soir, le commandant de la police municipale de Sanlucar de Barrameda se présente au domicile d'un honnête travailleur, Théodore Chia, le fait lever et l'emmène. A la porte attendaient neuf sergents de ville et trois gardes de nuit. Sans lui dire mot on le garrotte, on le conduit hors de la ville au milieu d'un petit bois isolé, appelé El Palmar, et là à un signal donné tous à la fois assomment notre malheureux corréligionnaire à coups de bâton, et lui administrent une terrible volée. Il tombe baigné dans son sang. Alors le commandant se jette sur lui, le saisit à la gorge, et comme un chien enragé lui mord la joue en lui disant: „Attrape pour être international; je ne serai content que quand j'en aurai fini avec vous tous.“ Et laissant la notre pauvre ami évanoui et en mauvais état, ils s'en allèrent. Quand celui-ci reprit l'usage de ses sens, il gagna comme il put et tout meurtri son domicile. La famille et ses amis après lui avoir donné les premiers soins, firent constater par le médecin du parquet les lésions qu'il avait reçues et le mauvais traitement qu'il avait subi, et en firent part à la Justice. Naïveté sans doute, car les complices ou inspireurs de cet acte de sauvagerie ne sévirent pas contre les exécuteurs! Mais enfin le fait n'en reste pas moins publiquement constaté, et si quelque jour le peuple à son tour se livre à des actes de violence, qu'on sache qu'il ne fait qu'acquitter d'anciennes dettes.

Ainsi les actes de représailles continuent à l'ordre du jour. Vos lecteurs connaissent, ou ont entendu parler de ceux qui ont eu lieu à Santander. Un fait analogue vient de produire quelque sensation à Madrid. Le 10 février, à 3 heures du matin, une terrible détonation réveillait tout le voisinage de la rue de las Huertas. Une cartouche de dynamite chargée de mitraille éclatait à la porte du Duc de Santoria, et causait de graves dommages dans tout le rez-de-chaussée. Les vitrages de près de cent balcons ont été brisés dans la rue et les lanternes aussi. Cependant il n'y a pas eu de victimes. Le Duc a offert une récompense de cinquante mille francs à qui pourrait découvrir

\*) Notre correspondant fait allusion à la joute oratoire qui eut lieu entre ouvriers et bourgeois au sujet des questions sociales. Dans cette joute les avocats furent outrageusement battus.

l'auteur de cet acte. A la nouvelle de cette explosion, M. Garcia Ruiz s'est empressé de quitter Madrid, et est allé se cacher à Palmeia. A bon entendeur salut.

En attribuant ce fait à un acte de représailles du parti révolutionnaire, je dois cependant vous dire que ce n'est là qu'une hypothèse de ma part, car c'est matière trop délicate pour que je puisse avoir et vous donner là-dessus des renseignements précis.

Je terminerai, en vous annonçant une douloureuse nouvelle. Sévérin Albaracin, un des membres les plus actifs et les plus énergiques de notre association en Espagne, vient de nous être enlevé par la mort à l'âge de vingt-sept ans. La bourgeoisie le considérait comme le principal auteur des événements d'Alcoy en 1873 et le recherchait activement. Quant à nous nous pouvons assurer qu'il fit dans ces circonstances là son devoir avec abnégation, intelligence et virilité et qu'il continuait à servir notre cause dans ce pays, malgré les périls auxquels l'exposait sa présence au milieu de nous. Aussi sa mort est-elle douloureusement sentie par tous les nôtres. Son souvenir ne périra pas parmi nous.

## Russie.

(Corresp. spéciale de l'Avant-Garde.)

(Fin.)

*Le Président.* Ces mesures ont été employées contre vous pendant l'enquête préventive, le tribunal ne doit pas, ne peut pas s'occuper des actes de ceux qui ont pu prescrire ces mesures.

*Myschkine.* Cela veut dire que nous pouvons être tourmentés, torturés, et que nous ne pouvons pas demander justice.... Naturellement je ne suis pas assez naïf pour attendre une justice quelconque du tribunal ou de quelque pouvoir gouvernemental que ce soit, mais je constate qu'il nous est impossible de faire connaître au public que les accusés politiques sont traités en Russie comme les Turcs ne traitent pas les chrétiens.

*Le Président.* De quelles tortures parlez-vous?

*Myschkine.* Oui je puis dire que nous avons été mis à la torture, j'ai déjà parlé des fers mais ce ne sont là que des bagatelles en comparaison des mesures qui ont été prises pour obtenir nos déclarations. J'ai été par exemple entièrement privé de livres pendant plusieurs mois, même les livres religieux m'étaient refusés, et l'officier de gendarmerie me dit franchement qu'aussitôt que j'aurais fait la déclaration qu'on me demandait concernant mes co-accusés, j'aurais immédiatement livres et journaux.

*Le Président.* Votre observation est sans bases sérieuses.

*Myschkine.* J'ai protesté plusieurs fois contre cette mesure illégale, mais je ne sais pourquoi mes protestations n'ont pas été jointes aux pièces du procès Rester emprisonné de longs mois, dans une cellule, seul, toujours seul, sans livres, sans rien, c'est une torture épouvantable!

Est-il étonnant après cela qu'il se soit trouvé parmi les accusés autant de cas de mortalité et de folie?

Oui beaucoup, beaucoup de nos compagnons, sont descendus dans la tombe avant de subir votre jugement....

*Le Président.* Ce n'est pas le moment de s'occuper de cela.

*Myschkine.* Est-il possible qu'au prix des longues années de travaux forcés qui nous attendent, nous n'ayons même pas acheté le droit de dénoncer devant le tribunal les brutalités, les tortures dont nous avons été les victimes? A chaque mot que nous disons on nous ferme la bouche....

*Le Président.* Vous avez dit néanmoins ce que vous vouliez.

*Myschkine.* Non, ce n'est pas encore tout, mais si vous le permettez j'achèverai.

*Le Président.* Je ne puis vous le permettre maintenant.

*Myschkine.* Dans ce cas après les interruptions nombreuses dont m'a honoré M. le président, il ne me reste à faire qu'une seule et probablement dernière déclaration. Maintenant je comprends combien avaient raison ceux de mes compagnons qui ont refusé dès le début de prendre part au procès par des réponses quelconques. Je suis convaincu que, même, malgré l'absence du public, on ne nous donnera pas la possibilité d'exposer le véritable caractère des poursuites.

Maintenant il est évident pour tout le monde qu'ici, ne peut retentir la voix de la vérité, qu'ici à chaque parole franche et sincère on ferme la bouche à l'accusé. Maintenant j'ai le plein droit de dire que ce n'est pas un jugement qui se déroule, mais une comédie qui se joue, et que ce qui se passe ici est quelque chose de pire, de plus honteux et de plus dégoûtant...

A ces paroles, le Président s'écrie: Emmenez-le! L'officier de gendarmerie se précipite sur *Mysckine*, mais l'accusé *Rabinowitch* lui barre le chemin et tenant la porte qui conduit au golgotha\*), il empêche l'officier de passer. Ce dernier réussit après quelques efforts à renverser *Rabinowitch* et un autre accusé *Stopané* qui cherchait également à le retenir, et prenant *Mysckine* d'une main par le corps pour l'emmener, il essaie de lui fermer la bouche avec l'autre main, mais n'y réussissant pas, *Mysckine* continue pendant ce temps d'une voix de plus en plus forte...

« Plus honteux que ce qui se passe dans une maison publique, car là nous voyons de malheureuses femmes se substituer pour échapper à la faim, par misère, et ici ce sont des sénateurs qui vendent la vie des hommes, la vérité et la justice, enfin tout ce qu'il y a de plus cher à l'humanité, par simple lâcheté, par servilité, pour des grades et de gros appointements! »

Pendant que *Mysckine* prononce ces derniers mots quelques gendarmes se précipitent pour aider l'officier, et une lutte s'engage, ils renversent de nouveau *Rabinowitch* qui tente de leur barrer le chemin, et parviennent enfin à se saisir de *Mysckine* qu'ils entraînent hors de la salle.

L'accusé *Stopané* s'approche alors de la grille qui le sépare des juges et leur crie:

« Ce n'est pas ici un tribunal, vous êtes des lâches, je vous méprise, misérables laquais! »

Un gendarme le saisit par la poitrine et lui assène un horrible coup sur la tête, d'autres arrivent et l'emmenent. Peu après *Rabinowitch* est également emmené.

Cette scène de brutalité est suivie des cris d'indignation des autres accusés et du public.

Du reste pendant toute cette scène de sauvagerie, la salle présentait une grande agitation. Quelques femmes parmi les accusés et le public s'évanouissent. Une entr'acte, prise de crises nerveuses, poussait des cris entrecoupés mêlés de larmes et de rires disant:

« Que fait-on? Barbares, ils frappent, ils menacent les accusés! Vous êtes des bourreaux! »

Au milieu du tumulte le Président sans prononcer la clôture de la séance s'éloigne et disparaît dans une salle voisine.

Après son départ un membre du tribunal déclare au nom du président la séance terminée. Les avocats protestent et déclarent que la séance ne peut être légalement close que par le président, et ils se dirigent vers lui. Après en avoir obtenu la clôture légale de la séance, ils demandent qu'il soit dressé un procès-verbal des incidents. Le président repousse cette requête, et le procureur *Jéléchowsky* termine en disant que « c'est une véritable révolution. »

**France. Paris.** — Le socialisme en général, et le collectivisme en particulier font de sensibles progrès à Paris. Nous ne disons pas en France, car dans les provinces le gambettisme a magnétisé les uns et acheté les autres. Cela se rencontre aussi dans la capitale, mais là les choses vont aussi bien qu'on peut le désirer et l'espérer si l'on considère que 50,000 hommes énergiques ont été assassinés en 1871, que un grand nombre de ceux qui leur ont survécu sont obligés de se tenir cachés, et que, pour comble d'ignominie, ceux que l'on n'a pas égorgés ou proscrits sont atteints par la calomnie ou rendus inactifs par des tracasseries policières de toutes sortes.

Le grand Escobar de l'opportunisme, sentant que le principal levier pour soulever une société pourrie est l'argent, a conçu le dessein de se faire de petits bénéfices sous le manteau de son acolyte Freycinet. Ces deux copins se sont dit: Nous allons racheter toutes les petites lignes de chemin de fer en

\*) Les accusés ont surnommé ainsi une tribune grillée affectée à ceux d'entre eux qui sont considérés par l'accusation comme particulièrement dangereux.

faisant voter les plus en plus nombreux se lèvent, qui ne reculent ni devant les menaces policières, ni devant les calomnies radicales ou opportunistes. Ils ne craignent pas de lever droit et de tenir ferme le drapeau de la révolution que l'on croyait couché dans la tombe des défenseurs de la Commune. Des conférences sur le „Collectivisme“ vont se succéder et de plus ici on organise un Congrès socialiste international qui aura lieu pendant l'exposition. Les réunions où l'on discute la question sociale sont de plus en plus suivies par les ouvriers qui commencent à s'apercevoir qu'en votant pour des républicains bourgeois ils n'ont fait que changer de maîtres, et que tant que l'Etat ne sera pas détruit, le parlementarisme aboli, et la propriété individuelle remplacée par la propriété collective, la situation ouvrière ne sera pas modifiée.

## VARIÉTÉS.

### Le Gouvernementalisme et l'Anarchie.

(Extrait d'une traduction inédite de la brochure de Michel Bakounine.)

Toute exploitation du travail du peuple, pour tant qu'elle soit dorée par n'importe quelles formes politiques de la prétendue souveraineté populaire et de la soi-disant liberté populaire est amère pour le peuple. Par conséquent, aucun peuple, pour si docile qu'il soit de sa nature, et pour tant que la soumission aux autorités soit entrée dans ses mœurs, ne se soumettra volontairement à cette exploitation; pour l'y forcer une contrainte perpétuelle sera nécessaire ainsi que l'emploi continu de la violence. De là, la nécessité d'une surveillance de la police et de l'organisation d'une force militaire.

Le gouvernement moderne, par son essence et par son but, est nécessairement un gouvernement militaire et un gouvernement militaire devient fatalement un gouvernement conquérant; s'il ne fait pas de conquêtes, il sera lui-même conquis, par cette simple raison que où se trouve la force se trouve aussi de toute nécessité le déploiement et l'usage de cette force. Le gouvernement moderne doit donc par la force des choses être un gouvernement énorme et puissant; c'est l'indispensable condition de sa conservation.

De même que la production capitaliste et les hautes spéculations de la banque engloutissent enfin peu à peu cette même production, (car par crainte de la banqueroute elles élargissent toujours le cercle de leur action au détriment des petites spéculations et des petites productions qu'elles absorbent,) et tendent à devenir l'unique production universelle, de même le gouvernement moderne — nécessairement moderne — porte dans son sein la tendance inévitable à devenir un gouvernement universel. Et, il est évident, que cet irréalisable gouvernement universel devrait en tous cas être unique, car deux pareils gouvernements ne sauraient exister côte à côte.

La prépondérance est seulement le dévoilement discret et possible de cette tendance irréalisable inhérente à tout gouvernement; et la première condition de cette prépondérance est, tout au moins, la faiblesse et la soumission de tous les gouvernements environnants. Ainsi tant que la France a eu la prépondérance, celle-ci a eu pour condition l'inanité gouvernementale de l'Espagne, de l'Italie, de l'Allemagne, et jusqu'à ce jour les hommes d'Etat français — sans doute Thiers le premier de tous — ne peuvent pardonner à Napoléon III d'avoir permis à l'Italie et à l'Allemagne de resserrer leurs membres épars et de s'unifier.

(A suivre.)